1re Année. — N° 47. LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ Vendredi, 22 Mars 1850.

PRIX DE L'ABONNEMENT PAR AN :
DÉPARTEMENT, six mois. . 7 »
REMIREMONT, six mois. . • 6 50
FRANCE, un an. . . . . 15 »

ANNONCES
La ligne : Judiciaires . . 10 c. / Ordinaires. . . 20 c. / Réclames . . . 25 c.

LE PEUPLE VOSGIEN,

JOURNAL DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE.

LE PEUPLE VOSGIEN PARAÎT LES MARDI ET VENDREDI.

S'adresser, pour ce qui concerne la rédaction et l'administration, au citoyen A. Therin, rédacteur-gérant, à Remiremont.

Les lettres non affranchies seront rigoureusement refusées.

On s'abonne hors d'Épinal : — à *Rambervillers*, chez le citoyen Mejeat, limonadier ; — à *Bruyères*, chez le citoyen Henri Claudel ; — à *Mirecourt*, chez le citoyen Rollin-l'Ecole — à *Dompaire*, chez le citoyen L. Guyot, brasseur ; — à *Saint-Dié*, chez le citoyen Dubois brasseur ; — à *Gérardmer*, chez le citoyen Guery, notaire ; — à *Remiremont*, chez le citoyen Mougin, imprimeur ; — à *Neufchâteau*, chez le citoyen Chaffaut, limonadier ; — à *Mercieux* chez le citoyen Quillot, notaire.

Candidat à la législative, désigné par les Délégués des cantons du département.

GUILGOT,

Propriétaire et ex-Commandant de la garde nationale d'Epinal.

Épinal, le 22 Mars 1850

Avis important aux Électeurs.

Par décret du 28 février, les colléges électoraux du département sont convoqués pour le 24 mars prochain, à l'effet de procéder au remplacement de M. Perreau.

L'élection se fera donc le 24 et le 25 mars.

Le scrutin sera ouvert le dimanche, depuis huit heures du matin jusqu'à six heures du soir, et le lundi, jusqu'à quatre heures.

Les bulletins doivent être écrits sur papier blanc en dehors de la salle, et ne doivent porter aucun signe extérieur.

Les électeurs doivent s'entendre pour faire surveiller, par un ou plusieurs délégués, toutes les opérations. Il ne faut pas perdre de vue l'urne électorale, et ne pas cesser d'assister au dépouillement du scrutin.

Il faut aussi s'assurer, en commençant les opérations, que l'urne est *vide*, et en remettant son bulletin au président ne se retirer qu'après avoir vu celui-ci le déposer dans l'urne.

« Il est extrêment important qu'il se trouve des ré-
» publicains démocrates comme membres du bureau ;
» aussi nous engageons les citoyens à s'entendre et à
» se trouver à leur section avant huit heures du matin,
» afin que, si leur âge leur en donne le droit, ils puis-
» sent entrer dans la composition du bureau. »

Il serait essentiel également que, dans l'intérieur de la salle, il se trouvât constamment plusieurs électeurs démocrates pour surveiller et obliger à l'accomplissement loyal des opérations électorales.

Les citoyens devront s'entendre pour se distribuer cette fonction de surveillance pendant toute la durée des séances.

Il serait très-important de prendre les noms des électeurs qui n'auront pas voté, afin de les faire prévenir pour voter le lendemain.

Il serait important aussi de vérifier dans les mairies les listes de délivrance des cartes pour savoir quels sont les républicains qui n'ont pas encore retiré la leur, afin de les rappeler à leur devoir.

Les citoyens devront faire leur possible pour s'adjoindre au poste de la garde nationale qui doit garder les urnes dans les salles des mairies.

Ils devront se placer en permanence de manière à pouvoir surveiller les tables de dépouillement, afin de s'assurer qu'il ne se commet aucune erreur ou fraude lors de la lecture des noms inscrits et de leur numération sur les feuilles de compte.

Il est essentiel que consignation soit acquise au procès-verbal, de toutes les circonstances qui paraîtront contraires à ce que l'honnêteté prescrit, et nous invitons en conséquence tous les citoyens qui en seront les témoins à les signaler au bureau, afin que les pénalités sévères, portées par la loi du 15 mars 1849, puissent recevoir leur application.

Le scrutin du 24 mars.

Citoyens,

Le scrutin va s'ouvrir pour la septième fois depuis l'inauguration du suffrage universel.

Le 24 mars, comme vos frères des autres départements, vous serez appelés à vous prononcer sur la politique suivie par le gouvernemens et la majorité.

Songez que le résultat de cette épreuve doit être un avertissement ou un encouragement pour les hommes qui dirigent les affaires du pays.

Voter pour le candidat républicain, c'est avertir le gouvernement, que la voie, dans laquelle il est engagé, est pleine de périls et ne peut aboutir qu'à un précipice.

Voter pour le candidat patroné par la coalition des anciens partis et par le pouvoir, c'est ratifier et encourager la politique suivie depuis un an et qui nous a valu l'état de siége établi à Paris, à Lyon et dans plusieurs départements, — la suspension des journaux républicains et la dévastation des imprimeries, — la loi oppressive de la liberté de la presse, — la circulaire du ministre de la guerre qui érige les gendarmes en surveillants des magistrats ; — la loi qui place les instituteurs sous le bon plaisir des préfets ; — la loi qui accorde annuellement 300,000 fr. à la veuve du duc d'Orléans ; — la loi qui a rétabli l'impôt des boissons, — le décret qui a dissous la garde nationale d'Epinal, et par dessus tout un budget tellement énorme et un déficit si considérable, qu'on n'ose pas le publier avant les élections, — maintenant à vous de juger, oui ou non, si tous ces actes, si toutes ces tendances sont en rapport avec les vœux, les idées, les sentiments, les besoins de notre pays et de notre époque.

Que ceux qui répondront OUI votent pour le candidat des blancs, le général Raoul. — Que ceux qui répondront NON votent au contraire pour Ch. Guilgot, l'ancien commandant de la garde nationale dissoute.

Dans une réunion préparatoire des délégués de tous les cantons des Vosges qui a eu lieu à Epinal, le citoyen GUILGOT a obtenu 47 voix sur 54.

A l'œuvre! à l'œuvre! Prouvez par votre vote que vous êtes à la hauteur de la réputation que vous vous êtes acquise par votre ardent patriotisme sous la première République.

Alerte! alerte! car nos frontières sont menacées par l'ennemi, et à une autre époque le département des Vosges fut le premier qui paya l'impôt extraordinaire, décrété pour parer aux frais d'équipement de nos armées. Auriez-vous dégénéré depuis vos pères, aujourd'hui que la frontière est menacée d'une nouvelle invasion de Cosaques ?

Alerte! alerte donc! la démocratie compte que vous resterez dignes de votre glorieux passé!

Nous vous attendons le 24 devant l'urne électoral.

Aux chevaliers de la calomnie.

Dans un premier mouvement d'indignation malheureusement trop légitime, je me suis engagé, messieurs, à esquisser les principaux traits de votre histoire. A vos accusations dénuées de preuves, à vos allégations sans motifs, à vos imputations vagues et mensongères, à vos hypocrisies calculées, à vos calomnies perfides, je viens répondre par des faits clairs, précis, accablants, irréfutables, puisés aux plus pures sources de l'histoire, lorsqu'ils n'ont pas eu pour témoin la France contemporaine tout entière.

Ce n'est pas sans un profond sentiment de dégoût que j'ai soulevé un pan du voile qui recouvre les turpitudes de cette société officielle dont vous fûtes, sous la monarchie, les mignons et les coryphées : société que j'ai crue morte en Février, mais que tous vos efforts tendent à ressusciter aujourd'hui.

Je dois le dire pourtant : le dégoût a fait place aussi dans mon cœur à une certaine pitié. Je me suis demandé plus d'une fois si ce ne serait pas vous infliger un châtiment trop dur que de mettre sous les yeux du Peuple, réunies, condensées, groupées en un faisceau, les preuves indéniables de l'épouvantable immoralité de vos pareils et de vous-mêmes. Et puis, j'ai une horreur instinctive du drame, et c'est une histoire horriblement dramatique que la vôtre, messieurs. Le tableau des crimes et des vices d'une société gangrenée n'a rien qui m'attire ni qui m'intéresse, je vous prie de le croire. Je lui préfère de beaucoup la douce peinture des mœurs et des vertus populaires. Aussi, pour remplir l'engagement que j'ai contracté envers vous, messieurs, il m'a fallu m'exciter, me stimuler moi-même par le souvenir de vos injures récentes, de vos calomnies quotidiennes. Il m'a fallu surtout me bien convaincre que les lecteurs du *Peuple vosgien* pourraient puiser dans les péripéties de votre tragique histoire un enseignement salutaire.

Donc, messieurs, examinons rapidement ensemble, si vous le voulez bien, votre origine, vos mœurs, le but que vous poursuivez, les moyens que vous employez pour l'atteindre.

Votre origine? L'origine de votre puissance, de votre fortune, de vos titres de noblesse, que sais-je? — Je laisse à de plus savants et de plus éloquents que moi le soin de la flétrir.

Ecoutez d'abord Mézeray, le vieil histerien de la vieille France : — « Le déshonneur, dit-il, se mit en crédit,
» *la prostitution* se saisit de la faveur ; ou y entrait, ou
» s'y maintenait *par ce moyen ;* bref, les charges et les
» emplois se distribuaient à *la fantaisie des femmes*...
» Cette corruption commença sous le règne de Fran-
» cois Ier, se rendit presque universelle sous celui de
» Henri II, et se déborda enfin jusqu'au dernier période
» sous Charles IX et Henri III. »

Ecoutez Bassompierre. Il s'y connaissait, celui-là, et vous ne récuserez pas son autorité, vous ne récuserez pas son autorité, vous ne déclinerez pas sa compétence dans la matière.

« C'était, dit-il en parlant d'un de vos aïeux, c'était
» un homme assez mal fait, et il y a lieu de s'étonner
» qu'il ait réussi *en ce temps-là où l'on ne parvenait à*
» *rien que par les femmes,* comme je pense qu'il en a
» a été *de tous les temps, dans toutes les cours ;* et crois
» que qui voudrait y regarder de bien près, trouverait
» *plus de maisons qui se sont faites grandes par cette*
» *voie qu'autrement.* »

Il y a vingt-cinq ans, Paul-Louis Courier, le grand écrivain, le mordant pamphlétaire, disait à peu près les mêmes choses. « Sachez, s'écriait-il, qu'il n'y a pas en
» France une seule famille noble qui *ne doive sa fortune*
» *aux femmes*... Les femmes ont fait les grandes mai-
» sons, *et ce n'est pas,* comme vous voyez bien, *en cou-*
» *sant les chemises de leurs époux, ni en allaitant leurs*
» *enfants*... Bref, comme il n'est, ne fut, ni ne sera ja-
» mais, pour nous autres vilains, qu'un moyen de for-
» tune, c'est le travail ; pour la noblesse non plus *il n'y*
» *en a qu'un, et c'est... la prostitution.* »

Vous entendez, messieurs? La prostitution, voilà votre seul titre de noblesse. Ah! je comprends l'indignation de cet homme de cœur qui s'écriait l'autre jour, dans une réponse foudroyante qu'il vous adressait, à vous tout particulièrement, messieurs les chevaliers de la calomnie : — « Misérable! quatre républicains seraient
» entrés chez vous, vous demander vos femmes et vos
» filles, que vous les auriez livrées de vos propres mains
» en remerciant de l'honneur fait à votre maison! Les
» vôtres les ont bien livrées aux Cosaques en 1815, si
» bien que parmi vous et vos frères, il y en a la moitié
» qui sont des bâtards. »

Bâtards de Cosaques! je ne m'étonne plus que vous

leur tendiez les bras en les appelant à grands cris.

Mes assertions vous ont-elles semblé trop profanes? Je pourrais, au besoin, invoquer le témoignage de tous les prédicateurs célèbres. — Mais, direz-vous, ce sont là des mœurs d'un autre âge. — Ce sont celles de vos pères, messieurs, *et vous n'avez pas dégénéré,* comme nous verrons bientôt. D'ailleurs, qu'ai-je voulu prouver? D'où venait votre origine, rien de plus. Mon but est-il atteint?

Mais laissons là vos pères. A vous maintenant! Voyons ce que vous êtes et ce que vous valez.

Il est une année encore bien près de nous, une année fatale et maudite dont l'histoire formera plus tard le résumé de toutes les hontes, de toutes les turpitudes qui se dévoilent de temps en temps chez les nations vieillies, au sein de sociétés tarées et corrompues. Cette année, c'est celle qui précéda et amena la République, c'est l'année 1847. En ce temps là, messieurs, bon nombre de vos parents, de vos alliés, de vos amis, ont acquis une bien triste célébrité, nous ne la qualifierons pas. Vous criez au mensonge? à la calomnie? Eh bien! voyons, répondez!

M. de Praslin, le duc et pair qui étrangla sa femme et lui laboura le corps à coups de poignards, était-ce un des vôtres, prétendus défenseurs de la famille? Ou bien était-ce, par hasard, un Démocrate?

M. le comte Mortier, le mari farouche qui accusait sa femme de s'être livrée à ses valets, était-ce un des vôtres, hommes honnêtes? ou bien était-ce un républicain?

Le jeune prince qui fut condamné à deux années de prison comme faussaire — comme faussaire! entendez bien —; et le comte Gudin, l'officier d'ordonnance de Monseigneur le duc de Nemours, le comte Gudin, qui se laissa prendre à filouter au jeu, comme un *Grec* qu'il était : ces deux illustres là étaient-ils des vôtres, valeureux champions de la propriété que personne n'attaque? Ou bien étaient-ce des socialistes?

M. Teste, M. Cubières, deux anciens ministres, deux pairs de France dont l'histoire est dans toutes les bouches, étaient-ils des vôtres, grands souteneurs du capital? ou bien étaient-ce des rouges?

Pourriez-vous m'expliquer le suicide de M. Bresson? Oseriez-vous livrer à la publicité les circonstances qui ont précédé la mort mystérieuse d'un célèbre ministre de la justice? Vous chargeriez-vous d'innocenter les hommes qui ont mis la main dans l'affaire Petit, dans cette honteuse affaire dont un acte se passe dans le cabinet même de M. Guizot, et qui se dénoue..... hommes moraux, voudriez-vous me dire où?

Tous ces gens là étaient-ils des vôtres ou des nôtres?

Et M. Rosemond de Beauvallon, Et M. d'Ecquevilliers? — Oh! je me souviendrai éternellement de l'impression profonde que produisirent sur moi les débats de cette triste affaire. J'avais bien peu d'expérience encore; j'étais plein d'illusions. L'homme de presse, le journaliste, l'écrivain était, à mes yeux revêtu d'un caractère presque sacré; je considérais sa mission comme une espèce de sacerdoce. Quels ne furent pas mon désenchantement, ma surprise, ma douleur, ma honte — oui, ma honte! Je rougissais pour ceux qui ne savent plus rougir — en voyant défiler devant la cour d'assises toute cette jeunesse dorée, en entendant mêler leurs noms connus dans la littérature aux plus sâles histoires de concubinage et de tripots! Les voilà pourtant, ces beaux soutiens de la morale! Ce sont bien eux qui, chaque matin, dans le *Constitutionnel*, la *Patrie*, le *Corsaire*, nous insultent au nom de la famille! Malheureux! taisez-vous! Ne prononcez pas ce doux nom, ce nom sacré de famille, de crainte qu'en passant par vos lèvres il ne reste à tout jamais souillé!

» Ces hommes et ces choses gardez-les, princes de » la finance, tribuns hypocrites, héros de la spéculation, » gens de robe et d'épée, écrivains tarés, hommes d'état » de la monarchie C'est la chair de votre chair, le sang » de votre sang, c'est votre propre ouvrage, enfin, » comme ces filles de joie que vous avez prises vierges » pour les jeter à l'hydre de la prostitution! N'ont-elles » pas été vos maîtresses avant d'être perdues? Est-ce le » Peuple, sont-ce les républicains, sont-ce les socialistes » qui paient le faste scandaleux des cent mille courtisanes qui pullulent dans Paris?... Les républicains » n'ont en rien participé à ces épouvantables histoires » de corruption, d'hommes roués, d'affaires vendues, » de femmes prostituées, d'administration souillées, de » ministres avilis, de princes faussaires, de comtes voleurs, de ducs assassins (1). »

Non, Messieurs! Les républicains sont d'honnêtes gens qui n'ont eu qu'un tort : c'est d'avoir compté trop facilement sur votre repentir, c'est d'avoir ajouté foi à vos promesses hypocrites, c'est d'avoir oublié à quelle espèce d'hommes ils avaient affaire. Les républicains sont généreux et cléments, messieurs : ne les forcez pas à devenir sévères.

Aux faits que j'ai cités, je pourrais en joindre une foule d'autres qui, pour avoir eu moins de retentissement, n'en conservent pas moins un caractère d'immoralité repoussante. Mais j'ai hâte d'en finir avec ces infamies, messieurs, car mon cœur se soulève de dégoût. Un mot seulement sur votre but et sur l'efficacité de vos moyens.

Vous voulez tuer la République; vous voulez nous ramener à la monarchie absolue; vous voulez faire peser, comme avant 89, votre joug de fer sur le pauvre habitant des campagnes.

La calomnie au dedans, les Cosaques au dehors : voilà vos deux grandes machines de guerre.

Les Cosaques? — Je n'en parle pas; nous avons des faulx et des fourches pour nous en débarrasser.

La calomnie? — Oh! j'en conviens, c'est une arme terrible que celle-là. Dans des mains aussi exercées que les vôtres, messieurs, elle produit des résultats désastreux. Mais la calomnie s'use vite. La vérité finit tôt ou tard par triompher du mensonge. Déjà les paysans, un instant égarés, refusent de vous croire; ils commencent à voir clair dans vos ténébreuses menées. Le jour où ils sauront vous distinguer et vous reconnaître dans la foule, la patrie sera sauvée, la République affermie, la France, la reine du monde. Eh bien! messieurs, ce jour-là n'est pas loin; il est arrivé pour bon nombre de départements; il arrivera demain, j'en suis sûr, pour le département des Vosges : *le citoyen Guilgot sera nommé.*

. . . . . .

. . . . . .

La voici! la voici! la République démocratique! De l'extrémité de l'horizon où je la vois poindre, elle s'avance majestueuse et souriante, heureuse et fière des bienfaits qu'elle apporte à l'humanité; étonnée quelque peu des obstacles qu'elle rencontre sur sa route, mais nous invitant de la voix et du geste à la paix, à la concorde, à la fraternité, et nous rappelant que, fille de Jésus, elle n'entend établir son règne sur la terre que par la charité, l'indulgence et la mansuétude.

Chevaliers de la calomnie! devenez les chevaliers de la vérité, si vous voulez qu'elle puisse vous tendre un jour ses bras miséricordieux!

L'Ermite du Donon.

Claude

(1) Extrait d'un article inséré par M. Charles Robin dans la *Voix du peuple*, n° du 5 mars. M. Robin est l'auteur d'une histoire de la Révolution de Février que nous ne saurions recommander trop vivement à nos amis.

Tactique des blancs.

Aujourd'hui, deux partis sont en présence : les républicains et les royalistes.

Les républicains veulent consolider et conserver la République, parce que c'est le seul gouvernement qui sauvegarde les intérêts de tous les citoyens, qui puisse abolir tous les priviléges et tous les abus qui rongent le Peuple depuis si longtemps; parce qu'enfin c'est le seul gouvernement qui veuille marcher avec le concours de tous les citoyens, et qui puisse fonder le bien-être de tous.

Les royalistes voudraient ramener la royauté afin de ratrapper les priviléges, afin d'avoir seuls les places, afin d'abolir le suffrage universel, afin d'établir une démarcation entre les citoyens, afin de donner au Peuple une éducation tronquée, pour le maintenir dans l'ignorance et pour le livrer à l'exploitation des usuriers, des capitalistes, des agents d'affaires, et le laisser toujours dans la misère et dans l'abrutissement.

Que disent et que font les royalistes pour dégoûter le Peuple et la République?

Voici leur tactique :

A la ville ou à la campagne, s'ils rencontrent des travailleurs, ils entrent en colloque avec eux. Ils prennent un air paterne et doucereux. A les voir, on dirait des apôtres de charité!... Ils plaignent l'ouvrier, l'habitant des champagnes, le petit propriétaire, le petit commerçant; ils font un tableau triste et touchant de leur situation commune : L'ouvrage ne va pas, rien ne se vend, l'argent ne circule plus, il n'y a plus ni crédit ni confiance; si ça dure longtemps, quoique le blé soit a vil prix, le travailleur ne pourra l'acheter, car il ne gagne rien; le producteur ne pouvant le vendre, ne pourra payer ses fermages et ses impositions, et sera obligé de mettre la clef sous la porte; le petit commerçant ne vendant rien, sera forcé de fermer sa boutique!..... Savez-vous, disent les royalistes, d'où viennent tous les malheurs? Eh! pardieu, de la République! Si vous êtes dans cette triste position, c'est à la République que vous le devez. Avant, sous Louis-Philippe, qui ne valait pas grand chose, vous étiez bien plus heureux! Tant que vous aurez la République, le même état de gêne continuera. Il n'y a qu'un roi qui puisse nous tirer de là : Ah! si nous avions Henri V!

A notre tour, nous dirons au peuple :

Ce n'est pas la République, ce ne sont pas les républicains qui sont la cause du malaise social : ce sont les royalistes, ce sont leurs machinations infernales qui ont amené la France dans cet état de gêne et de souffrance. D'où datent les malheurs de la France? N'est-ce pas de votre roi Louis XIV, qui, par ses prodigalités, par ses folies amoureuses, par ses guerres désastreuses, commença à créer un déficit énorme dans les finances? Quels sont ceux qui ont créé les révolutions de 1879, 1830, 1848? Ne sont-ce pas les royalistes qui se sont toujours opposés aux réformes et aux améliorations?...

Qui gouverne la France, depuis quinze mois que Louis-Napoléon est président de la République? Mais ce sont les royalistes, ce me semble! La majorité de l'assemblée, — la droite, — mais elle est royaliste! C'est elle qui fait les lois! Louis-Napoléon et son ministère ne disposent-ils pas de cette majorité? N'ont-ils pas à leur service toutes les troupes, tous les fonctionnaires et une nuée de mouchards? Qui a voté à une forte majorité toutes les lois qui ont été fabriquées depuis quinze mois, — telles que la loi sur l'état de siége, — pour la suppression de journaux, — contre la liberté de la presse, — contre les clubs, — contre le droit de réunion, — pour l'expédition contre la République romaine, — pour le rétablissement de l'impôt sur les boissons, — la loi contre les instituteurs?..... Mais ce sont les royalistes, c'est la droite!...

Pourquoi donc la droite, qui fait tout ce qu'elle veut, pourquoi n'a-t-elle pas pris des mesures nécessaires afin de ramener la circulation des capitaux et la reprise des travaux? Pourquoi donc la majorité, qui est toute-puissante, qui administre et gouverne, ne l'a-t-elle pas fait? Ne serait-ce pas que les chefs des divers partis royalistes coalisés contre la République, emploient tout ce qu'ils ont de puissance et de force à rendre la République odieuse? Ne serait-ce pas qu'ils ont entrepris que le Peuple, abusé par eux, ne vienne à proscrire la démocratie, qui est le gouvernement du Peuple par lui-même, par l'exercice du suffrage universel, en dehors duquel il n'y a pour le travailleur que douleur et misère?...

On s'est dit : Faisons souffrir le Peuple, ne lui donnons pas de travail, empêchons la confiance de renaître, présentons les républicains comme des pillards : alors nous saisirons le moment propice et nous proclamerons la royauté; ou bien le Peuple, lassé par la souffrance et par nos provocations, voudra se révolter; alors nous étoufferons la République dans le sang et sous la mitraille!...

Vains calculs! Le Peuple ne se révoltera pas; il a une arme puissante : le suffrage universel. Laissez venir 1852, et vous le verrez!

Le Peuple ne reviendra pas à la royauté et ne souffrira pas son rétablissement. Il ne veut ni de roi, ni d'empereur.

Ah! le Peuple se rappelle que c'est à la République qu'il doit son émancipation. Avant 1789, le Peuple était *taillable et corvéable à merci;* il devait aux nobles les rentes, les dîmes, la corvée, etc.

Ah! le Peuple se souvient des Cosaques, qui ramenèrent les Bourbons. Les Cosaques eurent pour eux un milliard, et les nobles eurent un autre milliard.

Ah! le peuple se rappelle le règne de Charles X, où nobles et royalistes avaient emplois et faveurs.

Le Peuple sait toutes les infamies et toutes les turpitudes du règne de Louis-Philippe, ce *roi des usuriers!* Sous Louis-Philippe, il y eut des ministres voleurs : Teste, Cubières; un pair de France assassin : le duc de Praslin; un aide-de-camp du duc de Nemours escroc : Gudin; un notaire ami des ministres faussaires : Lehon; puis tous les tripotages, toutes les malversations de Rochefort, des Invalides, du Gros-Caillou, etc. Le Peuple, enfin, sait que sous Louis-Philippe les impôts avaient doublé. Demandez à la petite propriété de combien sa dette hypothécaire a augmenté sous Louis-Philippe, elle vous répondra *de moitié!* Vous le voyez donc, avec l'apparente prospérité qui a régné sous la royauté, la dette publique et la dette privée ont toujours été en augmentant. Ne parlons donc plus de royauté!

Vous avez beau faire, messieurs les royalistes; Louis-Philippe l'a dit, en montant sur le vaisseau qui le conduisait en Angleterre, après la révolution de Février : « J'emporte avec moi, pour toujours, la royauté!

Fi, le temps des rois est passé, car c'est le règne du privilége, de la force et des abus... Et le peuple n'en veut plus souffrir!

Le temps des Peuples est arrivé : la République est impérissable, car elle se fonde sur les intérêts de tout le Peuple, sur l'union et le concours de tous les citoyens, sur leur solidarité.

La royauté est impossible désormais, le Peuple n'en veut plus. Si le Peuple souffre, c'est que vous avez intérêt à augmenter sa souffrance. Si le travail ne va pas, c'est que vous cachez votre argent. Si le commerce est

mort, c'est que vous n'achetez rien..... C'est un parti pris, mais prenez-y garde! (*Ramoneur rouge.*)

Mandray, le 16 mars 1850.

Aux villageois Vosgiens.

Citoyens,

L'année dernière à pareille époque, je vous ai fait connaître ma manière de voir sur la marche à suivre pour obtenir quelques allégements aux charges qui pèsent sur nous; 17 000 d'entre vous, en me donnant leurs suffrages le 13 mai, ont repondu qu'ils m'avaient compris. Tout porte à croire que ces 17,000, qui ont vote pour moi l'année dernière, entendront encore ma faible voix aujourd'hui et qu'ils n'hesiteront pas à donner leur voix *à l'honorable citoyen Guilgot, ex-commandant de la garde nationale d'Epinal, candidat choisi et adopté par les délégues des cin arrondissements du département.*

L'année dernière, je vous disais que la situation était nettement dessinée, qu'il n'y avait pas à hesiter, qu'il fallait être français ou cosaque, républicains ou royalistes : les événements ont justifié mes prévisions. Si, l'année dernière, des electeurs ont pu douter de cela, les faits accomplis et ceux sur le point de s'accomplir doivent leur faire ouvrir les yeux.

Au 13 mai, les jésuites noirs, blancs et tricolores se sont coalisés, ils ont emporte la victoire. Aujourd'hui, nous tous qui voulons conserver la République, nous tous qui voulons la constitution avec ses consequences, nous tous, qui desirons le bien-être pour les pauvres comme pour les riches, pour les riches comme pour les pauvres, unissons-nous, et notre triomphe est assuré, car par notre union, nous serons la grande majorité.

Vous tous, paysans, vous tous, cultivateurs, vous voulez l'ordre, n'est-ce pas? Mais ce n'est pas l'ordre par la compression, par les mouchards, par la force des baïonnettes, comme l'entendent certains *honnêtes et modérés*, comme ils s'appellent. Vous voulez l'ordre comme consequence de la liberte, comme conséquence du règne normal de la constitution.

Union donc! union entre tous les hommes d'ordre véritable. Union entre tous les honnêtes gens, (j'emploie cette expression dans son acception propre, nous avons vu les autres à l'œuvre cela doit nous suffire.) Union entre tous les republicains democrates - socialistes, ne regardons pas à la nuance de la couleur. Union entre ceux qui veulent sincèrement le progrès pacifique, sans secousse, sans bouleversement, sans revolution violente. Union entre le villageois et le citadin, entre le proletaire et le bourgeois, car on dit que les cosaques s'apprêtent à franchir le Rhin.....

Paysans, mes amis, cultivateurs, proprietaires ou fermiers, ne restons pas indifferents, rendons-nous tous au scrutin et votons comme un seul homme ou le citoyen *Guilgot, ex-commandant de la garde nationale d'Epinal, dissoute par les honnêtes et modérés.*

Fraternité,

J.-B. May,
cultivateur à Mandray.

Chronique locale.

Vittel, 17 mars 1850.

Citoyen rédacteur,

L'an dernier, comme en 1848 et en 1850 jusqu'au 2 mars, les citoyens observaient encore ici l'autorisation de se réunir à la maison commune pour s'entendre sur le choix des candidats à la représentation nationale. Il n'en est plus de même aujourd'hui, l'adjoint de cette commune, en l'absence du maire, vient de par les ordres de M. le sous-préfet, d'interdire toute réunion dans le local que l'on avait toujours choisi de préférence à tout autre, salle d'auberge ou de cabaret, les seules que l'on peut avoir dans nos campagnes. Il y a aujourd'hui quinze jours que, cédant au désir que bon nombre de citoyens de la localité m'avaient manifesté, je crus devoir me rendre près de l'adjoint pour obtenir l'autorisation de convoquer pour 4 heures après midi, à la maison commune, tous les habitants, sans destination, à l'effet de désigner des délégués qui auraient pour mission de se rendre à Epinal le 10 du courant, et là, s'entendre avec le comité central sur le choix du candidat à élire. J'obtiens cette autorisation qui fut suivie d'une réunion assez nombreuse et des plus paisibles, mais aussi M. le sous-préfet renseigné pas ses *agents réactionnaires*, écrivit bien vite à l'adjoint la lettre suivante dont il prie sans doute, j'aime à le croire, l'esprit et le fond dans le cœur de ceux qui venaient l'informer.

Mirecourt, le 8 mars 1850.

Monsieur l'adjoint, (Faux Coucou)

J'ai appris qu'on s'était permis de faire battre la caisse dans votre commune, pour réunir les habitants et les engager à nommer des délégués électoraux, et qu'en outre on s'était servi de votre couvert pour correspondre avec d'autres communes, notamment avec Remoncourt. Je suis convaincu que vous êtes resté étranger à tous ces mouvements, mais je vous engage à ne pas permettre dorénavant qu'on *usurpe* sur votre autorité en donnant des ordres à l'appariteur et en *usant contre votre gré* de la faculté de franchise qui vous est accordée. Je vous prie d'ailleurs de me *renseigner* sur ces faits.

Agréez, etc.

Le sous-préfet,
T. Cournault.

M. l'adjoint de Vittel a dignement répondu au sous-préfet Cournault, et quoi que l'on fasse et que l'on dise, nous saurons tout en restant dans les termes de la légalité, propager le nom du candidat que nous avons acclamé à la réunion des délégués d'Epinal, Ch. Guilgot.

Recevez, etc. Munick.

La lettre inconstitutionnelle adressée par le sous-préfet Cournault à l'adjoint de Vittel, prouve une fois de plus la confiance que les royalistes ont dans le succès de leur candidat, le général Raoul. Nous avons appris aujourd'hui que soixante membres environ de la majorité, demandaient avec instance la suspension des réunions électorales, M. Cournault a pris les devants et a donné ainsi, sans s'en douter peut-être, une leçon aux démagogues de la majorité sur ce qu'ils ont à faire. — Cette supposition n'est pas la seule que nous puissions faire, car du moment qu'il s'agit de la candidature du citoyen Guilgot, M. Cournault a dû se rappeler de la manière dont notre honorable candidat a stigmatisé sa conduite, dans un lieu public où il l'avait rencontré. Les circonstances actuelles ont fait revivre dans l'esprit de M. Cournault ce désagréable souvenir, de là, l'entrave apportée aux réunions électorales où la candidature du citoyen Guilgot est appuyée.

Nous avons reçu de nos correspondants d'Epinal, un acte signé de MM. Ate Favre et Dubois, par lequel ils annoncent le retrait de la candidature de M. Mathieu.

Intérieur.

ÉLECTIONS DES DÉPARTEMENTS.

Voici, d'après le *Moniteur*, le resultat général des élections :

SOCIALISTES.

Bas-Rhin. — Gérard, Vidal, Valentin, Laboulaye, Hochstuhl.
Haute-Vienne. — Ducoux.
Haute-Loire. — Maigne.
Haut-Rhin. — Kestner père.
Isère. — Dupont (de Bussac.)
Loir-et-Cher. — D'Etchégoyen.
Nièvre. — Charles Gambon.
Saône-et-Loire. — Esquiros, Madier de Montjau ainé, Charassin, Buvignier, Hennequin, Dain.
Var. — Clavier.

MODÉRÉS.

Allier. — Dufour.
Ardèche. — De la Tourette
Ariége — Le général Pelet.
Cher. — Poisle-Desgranges, de Vogué.
Hautes Pyrénées. — De Goulard.
Haut-Rhin. — Dolfus, Mageon.
Loire — Angiès.
Var — Simeon.

— La *Presse* annonce en ces termes la proclamation des trois représentants de la Seine. — Au peuple. — Le peuple a prouvé aujourd'hui qu'il était le vrai parti de l'ordre!

Le résultat du scrutin a été proclamé aujourd'hui à l'hôtel-de-ville : Carnot. — Vidal. — de Flotte.

Le peuple averti était absent!

La victoire du 10 mars 1850 assure la victoire du 14 mai 1852.

Honneur au peuple! honte à la police!

— La modification ministérielle est définitivement accomplie. M. Ferdinand Barrot se retire. Il est remplacé par M. Baroche.

M. Royer, avocat-général à la cour d'appel de Paris, remplace M. Barroche comme procureur-général.

D'apres le *Moniteur du soir*, M. Ferdinand Barrot est nommé ambassadeur à Turin, en remplacement de M. Lucien Murat.

— Le citoyen Merlant, instituteur à Lacroix, pour se soustraire aux vexations sans nombre dont on l'obsedait continuellement, vient de donner sa démission.

— Le préfet de la Meuse vient de suspendre pour six mois, avec privation de traitement, le sieur Friant, instituteur à Nonsard, sans avoir consulté le comité superieur.

— On a commencé à Sedan les visites domiciliaires. MM. de Guer, négociant et Karcher, rédacteur du *Républicain*, ont été honorés d'une perquisition.

— Faites ce que je vous dis, et non pas ce que je fais. — Vendredi dernier, pendant les prières du soir, un prêtre des environs de Charleville est descendu de sa chaire pour aller souffleter un faible enfant dont le rhume violent l'interrompait.

Cette sainte colère a beaucoup édifié les assistants.

(*Républicain des Ardennes.*)

— 15 *mars.* La tenue des accusés de Belle-Ile a exercé sur les populations du Morbihan l'influence la plus heureuse : on s'attendait à voir des hommes farouches, des monstres en quelque sorte, et ce sont des hommes d'intelligence, de cœur, quelques uns, des enfants presque ; ils s'expriment avec calme, parlent sans haine de leurs persécuteurs, nous avons, disent-ils, subi toutes les épreuves, celle du plomb, du feu, de l'eau; nous sommes préparés à tout, qu'importe nos personnes, c'est de la cause démocratique qu'il s'agit.

Hier soir on a supprimé aux détenus la ration du cidre qu'ils se procuraient à la cantine.

Toute la séance de ce jour a été consacrée encore à l'audition des témoins, dont les dépositions n'ont rien ajouté aux faits déjà connus.

Tous les faits se résument dans la distraction de quelques lits de la valeur de 75 centimes, d'après l'estimation de l'économe de l'établissement même, quelques crèches à peine brisées..... et à côté de cela, l'infortuné Lérice, tué par un de ses geôliers.

Extérieur.

ALLEMAGNE. Berlin, 16 *mars.* (Dépêche télégraphique). — Le général Rauch est de retour de sa mission dans les duchés où il ne semble pas avoir atteint son but. Il paraît même que l'on est plus loin de s'entendre que jamais, et que les négociations sur la question des duchés qui avaient l'air de prendre ces jours-ci une tournure plus favorable, s'arrêtent devant les prétentions inconciliables des parties intéressés. Les dernières conférences ont prouvé clairement qu'elles n'aboutiront pas à une paix définitive, puisqu'on ne s'entend pas même sur les principes qui doivent servir de bases à ces négociations. Dans cet état de choses, il est à craindre que l'Angleterre ne dicte impérieusement les conditions de la paix, si des conseils restent impuissans. L'ambassade prussienne à Stockholm a été augmentée; M. de Grabow est parti pour Stockholm en qualité de secrétaire de légation.

La question allemande n'a pas fait non plus un pas en avant. Il nous vient de source aulique que la mission du comte Rennigsen à Vienne, a échoué complètement; le Hanovre a pris fermement la résolution de s'isoler en face des rivalités de la Prusse et de l'Autriche, et de maintenir son rôle passif devant les complications intérieures de l'Allemagne.

Brême. — L'assemblée de la bourgeoisie de Brême a adopté, dans sa séance du 14 mars, à la majorité de 111 voix contre 101, une résolution par laquelle elle déclare ne pouvoir procéder à l'élection d'un député au parlement d'Erfurt, tant que le sénat ne lui aura pas communiqué tous les documents relatifs à la situation actuelle de l'alliance du 26 mars, et notamment à la retraite du Hanovre de cette alliance.

Vienne, 10 *mars.* — Le vieux général Hrabowski, compromis dans la révolution de Hongrie, et dont le procès a duré si longtemps, vient d'être condamné à mort par le conseil de guerre à Vienne, on espère que sa peine sera commuée en dix ans de forteresse. La liste des condamnations en Hongrie est malheureusement encore loin d'être close.

DANNEMARK Copenhague, 12 *mars.* — Les deux chambres du parlement viennent d'adopter une loi provisoire qui défend sous des peines sévères, pendant toute la durée de la guerre, de publier par la voie de la presse, des détails concernant les mouvements de troupes, l'arrivée ou le départ de vaisseaux, etc.

ITALIE. Livourne, 11 *mars.* — Le 9, le nommé Morgantine, a été condamné à recevoir cinquante coups de bâton; on ne sait pourquoi, le conseil de guerre ne motivant jamais ces condamnations.

Lorsqu'on est arrivé au 35e coup, le médecin a fait arrêter l'exécution, le patient était prêt d'expirer, on doute qu'il en revienne.

Naples. — Le roi ayant demandé au pape d'être dégagé du serment prêté à la constitution, les cardinaux ont répondu que cette constitution était un contrat impossible à rompre si les deux parties contractantes n'y consentaient pas toutes deux.

Le roi a expédié les gendarmes avec l'ordre d'exiger des signatures pour une pétition demandant l'abolition de la charte.

Après une campagne de plusieurs mois, les troupes envoyées pour cette expédition, ont rapporté au roi les pétitions couvertes de vingt mille signatures. On sait quelle terreur a pesé sur tout le royaume pour obtenir ce résultat; plusieurs provinces en état de siége, des villages saccagés, et quarante mille citoyens incarcérés, tels sont les moyens qui ont si bien réussi.

Les cardinaux ne peuvent plus refuser de délier le roi de ses serments; dans un royaume de 8 millions d'habitants, n'a-t-il pas trouvé 20,000 absolutistes, qui lui demandent de déchirer la constitution ?

VARIETES.

Comment les choses se passent.

Chers concitoyens,

Il n'y a personne d'entre vous qui n'ait entendu des gens du bon vieux temps lui raconter des scènes de sabbat; mais vous n'y croyez plus. Eh bien! pour le quart d'heure, vous avez tort. Je vais vous citer une certaine réunion de sorciers qui a eu lieu bien certainement ces jours-ci; et ces sorciers-là sont de beaucoup les plus dangéreux! vous allez voir.

De suite je vous introduis dans un de ces salons parquetés, resplendissants de meubles précieux et couverts de tapis brochés de soie Un magnifique lustre suspendu au plafond éclaire ce manoir du grand art de trouver de l'or, art qu'on appelait autrefois la pierre philosophale, et qui aujourd'hui a pris nom de crédit et de gros traitements.

Un homme en grande toilette arrive, puis un second, puis un troisième et beaucoup d'autres encore. Voyez ces poitrines blanches (jamais l'étiquette n'a été plus significative), voyez-les s'agiter, se gonfler et monter des gammes sur tous les tons. Eh! mon Dieu! Est-ce qu'ils auraient vu le fantôme de Proudhon? croquemitaine aurait-il déserté la campagne pour la ville?

Mais chut! un homme à la face rubiconde, dont le ventre fait les deux tiers de son être, et que la République a mis à l'arrière-garde, afin de ranimer son activité et son patriotisme mourant, un homme enfin qui en veut à la Republique, porte la parole en ce sens.

« Vous savez, messieurs, que la République quoique » enchaînée, garottée tout doucement par nous, est » cependant encore debout; et, triste, le regard mena- » çant, remplace ses exilés au moyen du suffrage uni- » versel, son arme terrible pour nos privilèges. C'est » toujours la guerre des Titans, enfants de la terre con- » tre les dieux, guerre aussi vieille que le monde, et » dont le dernier mot est : Une moitié de la société » doit-elle nourrir l'autre?

A ce mot, un cri se fait entendre : et les Cosaques?

Mais aussitôt il est étouffé par cet autre : Le vote de l'armée est déplorable! qui l'a donc fait *rougir?*

L'orateur poursuit ainsi : « C'est que, voyez-vous » mes amis, il faut bien le dire, il y a des faits qui par- » lent haut : un employé salarié sur neuf individus, les » gros traitements, une expédition ruineuse pour étouf- » fer la République romaine, le prêt, la justice donnée » au poid de l'or et par-dessus tout l'instruction res- » treinte, le vin chèrement imposé, tout cela indigne » le peuple (murmure); et une chose incomprehensible » c'est que nous ayons pu maintenir nos gros budgets, » faire marcher sur Rome nos soldats indignés, bannir » les républicains, et défaire en dépit de la Constitution, » presque tout ce que la constituante avait fait : sup- » pression de l'impôt sur les boissons, escamotée; le » vote au canton, escamoté; la loi sur l'enseignement, » escamotée; les fermes-modèles, oubliées; les banques » nationales, négligées; l'Algérie, idem (bravo!) Le peu- » ple laisse tout faire, parcequ'il nous consulte encore » et que notre parole a plus de poids que celle d'un » homme en blouse. Mais cependant il ne faut pas s'en- » dormir (non, non) Vous, rentiers, que feriez vous si » l'on mettait le taux de l'intérêt à trois ou deux pour » cent (sensation) Vous, avocats et avoués, vous, juges, » que feriez-vous si des jurys communaux gratuits ve- » naient vous enlever les trois quarts des procès? Vous, » employés de l'administration, que diriez-vous si l'on » réduisait vos places de moitié? A l'œuvre donc: » voyons nos débiteurs, nos clients; nous avons des » huissiers, des médecins, et surtout des curés à qui » nous avons livre l'enseignement. Je connais tel et tel » maire; vous tels propriétaires de bonne façon; vous » tels commerçants : vîte, faisons nommer le général » Raoul. » (Bravo!)

Et tous de repéter : « Nommons l'ancien général » Raoul, coûte que coûte, l'argent, la parole, l'autorité » sont à nous. Raoul sera nommé; pas de Guilgot. »

Voilà ce que j'appelle une scène de sabbat.

Dès le lendemain on voyait dans toutes les directions des émissaires se dirigeant dans toutes les communes rurales avec de grosses liasses de professions de foi et de bulletins. Nous allons rapporter quelques conversations de ces messieurs avec les paysans.

Un avocat et un médecin avec le sieur Colas.

LE MÉDECIN. Bonjour l'ami Colas; comment cela va-t-il?

COLAS. Mon cher monsieur, ça va avec bien du mal, comme toujours; la République ne nous fait pas manger des alouettes rôties. Pourtant nous avons bien vôté le 13 mai.

LE MÉDECIN. C'est vrai. Mais c'est que les communistes, ces coquins de rouges, ont été si difficile à dénicher qu'on n'a presque pu rien faire que cela Encore un peu de patience, ami Colas, les bons l'emportent.

COLAS. Oui, de la patience, et nous aurons la terre sur les yeux. Mais que veulent-ils donc les rouges? où sont-ils?

L'AVOCAT. Parbleu! ils sont à Paris. Est-ce que vous ne savez pas que si l'on n'y mettait bon ordre, ils viendraient sans façon se mettre à votre table et partager votre gamelle, vos bestiaux, vos prés et vos champs?

COLAS Ah! oui; les parisiens ne savent pas labourer les champs.

L'AVOCAT Non, mais ils les revendraient.

COLAS. Patience! combien pèsent-ils donc? Ils les revendraient! à qui? Ta! ta! personne n'achètera. Je vous dis qu'il faut qu'ils soient laboureurs; et les laboureurs, Dieu merci, ne sont pas des voleurs; nous en savons quelque chose.

L'avocat un peu embarrassé cherchait une réponse (un paysan embarrasser un avocat!) mais le médecin apercevant Marguerite, vient heureusement faire diversion N'est-ce pas, Marguerite, que *vous ne voterez pas* pour les rouges?

MARGUERITE. Les rouges! ces loups cerviers! Oh! mais non, monsieur, L'autre jour on lisait l'*Ami du Peuple*, un bon journal ma foi! Dieu! si vous aviez entendu les horreurs d'enfer qu'il disait après ces gueux-là! D'abord, Colas ne votera pas pour eux, je m'y oppose.

LE MÉDECIN (riant dans sa barbe) Et vous avez raison.....

Colas a perdu sa cause, passons le reste.

Baptiste et un inspecteur des forêts.

BAPTISTE. Tenez, M. l'inspecteur, je vois bien que le mot de *rouge* a été inventé pour effrayer les bons paysans, comme on effraye les petits oiseaux Je lis l'*Ami du peuple*; il ferait mieux de s'appeler l'étranger du peuple. Moi je dis qu'on nous mystifie : jamais les tribunaux n'ont connu moins de brigands, et pourtant certains journaux en comptent des légions depuis la République. Est-ce qu'ils nous prennent pour des imbéciles Voulez-vous que je vous dise qui sont les brigands? Ce sont ceux qui, voyant le peu que l'on fait pour le pauvre peuple crient : rien, rien, rien. Ceux qui amassent des millions par leurs capitaux sans rien payer à l'Etat, se feraient plus de partisants, si, au lieu d'inonder les campagnes de journaux, ils y répandaient un peu d'argent.

L'INSPECTEUR. Vous croyez?

Oui, voilà ma politique en deux mots. Je crois, monsieur, que moi, homme du peuple, je sais mieux apprecier mes pareils, les travailleurs, que tous ces faiseurs de contes, ces écrivains à gages, qui n'ont jamais mis le nez hors de leurs cabinets, et qui veulent voir en France depuis l'établissement de la République, des légions de sauvages tels qu'on n'en rencontrerait pas au fond de l'Afrique.

L'INSPECTEUR. Prenez y garde, Baptiste. Les rouges, sont un tas de conspirateurs, d'hommes perdus, de pilliers de cafe, de banqueroutiers qui ne cherchent qu'à nous ramener le désordre, le pillage, parcequ'ils n'ont rien à perdre.

BAPTISTE. Quel tintamarre! Alors je comprends qu'on ait voulu la Republique, car la société a dû être bien mal dirigée pour avoir donné tant de bandits et de manants. Mon Dieu! d'ici à Paris on fait bien des histoires! Je suis sûr qu'on nous y traite de sauvages, d'ours J'ai lu dans une certaine géographie qu'ils y a des ours dans nos montagnes; je gage que c'est nous; tout comme les républicains de Paris sont des buveurs de sang.

L'INSPECTEUR. Plaisanterie à part, voyez qui sont ces gens-là. Vous connaissez la diction : s'il était riche il ne serait pas républicain.

BAPTISTE. Oui, je connais une platitude. Sans doute, si tout le monde était riche on n'aurait pas besoin de s'occuper des pauvres. Mais parce que beaucoup de gens sont dans le besoin, et demandent de s'occuper enfin un peu de leurs affaires pour améliorer leur sort, est-ce là un crime? Mais c'est au contraire de l'histoire universelle.

L'INSPECTEUR. Baptiste, je pense qu'on vous a fait la leçon.

BAPTISTE (bravant la tête) Mon beau monsieur, la leçon à faire la voici : dites à vos amis que nous sommes un peu moins sots que vous ne pensez. Ah çà! voyons; entendons-nous. L'autre jour je demandais à un usurier s'il n'avait pas peur d'un impôt sur les grosses rentes; je prendrai de même la liberté de vous demander si vous n'auriez pas quelque rancune contre la République, parce qu'elle a voulu diminuer le nombre des employés supérieurs des forêts.

L'INSPECTEUR. Mais non, Baptiste, vous n'y êtes pas.

BAPTISTE. Soit Cependant comment croire vos partisans? S'il y avait dans les grandes villes assez de vauriens pour faire trembler la France, depuis longtemps ces villes seraient inabordables. Eh bien! c'est au contraire là même qu'on trouve la bonne société, dites-vous. Paris, Lyon, Strasbourg et beaucoup d'autres villes des plus éclairées ont voté tout rouge; à quoi donc sert la science M. Guilgot aura ma voix. C'est un homme riche (puisqu'il vous en faut), un homme d'ordre, capable. Il est très-bien vu à Epinal, dont il commandait la garde nationale, c'est mon homme.

Baptiste, qui s'est bien défendu, s'en vient tout rayonnant raconter la chose au maire de son village.

Louis, Pierre et Baptiste.

BAPTISTE. Ah! je l'ai joliment relancé, allez M. le maire. Il y reviendra encore me conter ces babioles!

M. PIERRE. Tenez, Baptiste, j'ai mal au cœur, quand je vois les républicains si maltraités, si diffamés en pleine république, et quand je vois les autres, qui promettaient monts et merveilles, démolir pièce à pièce ce que la première assemblée avait fait de bien. Ah! mon cher, si vous saviez comme les blancs jouent des pieds et des mains, sans qu'on s'en doute. Ils ne s'adressent guère au peuple directement, mais à nous autres, les maires, aux curés, aux notaires, enfin à tous ceux qui ont quelque influence.

BAPTISTE. Vraiment M. Pierre, je ne m'explique pas encore très-bien pourquoi ils ont si peur. Quel est donc le fin mot de tout ça.

M. PIERRE. Cela est facile à comprendre D'abord la classe riche avait déjà dirigé l'Etat, et les hauts et puissants, comme on les appelle, voient à regret qu'il leur faut partager ce pouvoir. Voyez-vous? il faudrait se montrer plus populaire, si l'on veut se maintenir aux affaires; cela est gênant et il en coûte. En outre, le peuple voudrait avoir justice à meilleur compte, réduire les emplois, imposer les capitalistes, en sorte que ceux qui se trouvent sur ce terrain ayant maintenant le dessus, ont, par une loi, livré l'enseignement aux évêques, aux curés, même aux jésuites, pour que le clergé les soutienne. A nous de decider qui l'emportera : ou des républicains, qui demandent et proposent des réformes en faveur du peuple, mais que Louis Bonaparte et ses ministre ont soutenu si mollement qu'il n'en reste plus que l'ombre aux affaires; ou des hommes coalisés des anciens partis, qui regrettent tous la monarchie avec ses privilèges Je crois que nous devons appuyer les républicains, et ne pas nous effrayer du nom de rouge

Quant aux qualités des candidats, nous ne pouvons pas peser leur mérite. La vraie question est donc celle-ci : voulez-vous que toutes les opinions, tous les besoins du peuple soient représentés à l'assemblée législative? appuyez les démocrates. Voulez-vous courir le risque d'un système différent? votez pour le candidat des riches.

Mais cela ne nous sauvera pas. Il vaut mieux qu'une opinion, une tendance même mauvaise, aille en se développant s'améliorer à la chambre au grand jour et en face de la France, que de courir comme un hydre, au fond des villes, dans les régions infinies de la société. Voilà, ce semble, ce que la bourgeoisie a compris dans les grandes villes, en choisissant hardiment des démocrates.

BAPTISTE C'est aussi mon avis. Et puis si la classe riche veut tout tenir dans sa main, elle deviendra furieusement suspecte. Comment, les blancs ont déjà sept députés sur neuf, et ils ne sont pas encore contents! C'est se moquer du monde.

M. PIERRE. Voici encore un autre danger. Les napoléoniens pourraient bien chercher à se faire un parti; or, Raoul est un vieux général de l'empire. Je crois que les 55 généraux déjà élus, représentent copieusement l'armée.

Tout me décide pour M. Guilgot.

UN MONTAGNARD VOSGIEN.

Le Rédacteur-Gérant, A. THERIN.

ANNONCE.

GRAINES FORESTIÈRES,

Chez H. GALL, rue des Dentelles, 1, à Strasbourg

Strasbourg, Imp. et Lith. Rougon.

VOIR LE SUPPLEMENT.